

VACCINATION

LE PLAN MONDIAL



n° 121 / mars-avril 2019

AGRICULTURE SYNTROPIQUE
POUR UNE TERRE D'ABONDANCE

CHARISME DU CŒUR
UNE RÉPONSE À L'EFFONDREMENT

ET AUSSI

- VENTOUSES MÉDICALES : LE RETOUR • ANIMAUX COBAYES, UN MODÈLE DÉFICIENT • ABDUCTIONS
- CARTES ANCIENNES (FIN) • L'URGENCE CLIMATIQUE, UN LEURRE ? • VACCINS CONTAMINÉS



France : 7,90 € • Dom. 9,40 € • Polynésie : 11,00 € • Belgique : 10,50 € • Espagne : 8,50 € • Suisse : 13,00 € • Canada : 14,00 € • MAFI : 80 000 • T08 : 211 00 DT

POURQUOI NEXUS?

Au-delà de toute idéologie politique et religieuse, NEXUS – qui signifie en latin : lien, entrelacs des causes et des effets ; aussi employé dans la langue de Shakespeare pour désigner un réseau informel de personnes – considère les crises majeures qui défient nos sociétés comme autant d'opportunités de changement. Nous avons le choix soit d'entretenir le semblant de consensus qui nous conduit dans le mur, soit de sortir du cadre, de bousculer les dogmes, de dénoncer les grandes mystifications, de revisiter les concepts établis. C'est cette dernière option que NEXUS retient pour participer, à son échelle, à une compréhension plus vaste de notre époque et de ses enjeux.

C'est pour tous ceux qui partagent cette envie d'une information libre – quitte à être inquiétante – que NEXUS s'efforce de documenter au mieux ces révélations, ces découvertes, ces innovations et ces initiatives qui dérangent.

NEXUS ne soutient en aucun cas l'expérimentation animale, même si certaines études citées dans ses pages y font référence. Quant aux informations relatives à la santé, elles sont délivrées à titre indicatif et ne sauraient tenir lieu de consultation médicale.

POURQUOI SANS PUB ?

Véritable exception dans la presse, NEXUS est, et restera, sans publicité, garantie de son indépendance. NEXUS est libre de tout pouvoir politique et financier, ce qui lui permet de traiter de tous les sujets sans restriction ni compromission. NEXUS est un magazine qui ne vit que pour et par ses lecteurs. C'est sa fierté, son gage de qualité. Grâce à vous, la liberté d'information peut continuer d'exister. Merci et bonne lecture !

**Vous voulez enquêter
pour NEXUS ?
Contactez la rédaction :
redactionenchef@nexus.fr**



L'ÉQUIPE



Kim-Anh Lim
Rédactrice en chef



Marc Daoud
Directeur de la publication



Caroline Langlois
Secrétaire de rédaction



Mohamed Kotbi
Directeur de la communication



David Wipf
Directeur artistique, graphiste



Sarah Ulrici
Illustratrice



Denis Cachon
Réviseur-correcteur



Sophie Boille
Correctrice



Gérard Muguet
Iconographe

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO



Sylvain Bastian



Anaëlle Théry



Léo Godard



Gérard Duc



Senta Depuydt



Lydie Rousset



Hélène Sarrasec



Isabelle Capitant

Édito

Édité par :

Éditions MGMP

22, rue Pasteur

92380 Garches

Tél : 01 47 41 35 61

www.nexus.fr

Par le poids de nos dogmes et de nos croyances, la plupart d'entre nous succombent à une confusion problématique entre faits et opinions. Nos dissonances cognitives sont partout, s'exprimant sur chaque sujet, usant de l'accusation de « complotisme » comme prémices à la condamnation ultime de « fake news », pour se prémunir d'une révision profonde de nos visions du monde. Et lorsqu'il s'agit de la vaccination, gare aux préjugés ! Les esprits les plus « sages » se réveillent en usant même de violence verbale et crier à l'unisson : « Pas question de remettre en cause la vaccination et la sûreté des vaccins ! » Les sceptiques sont dorénavant qualifiés de criminels, les debunkers s'agitent à les dénoncer sur Internet et sur les plateaux TV en faisant fi des dérives de l'industrie pharmaceutique. Et si nous faisons le pari de distinguer sincèrement les faits de nos opinions ?

Parler du plan mondial de la vaccination est devenu quasi impossible dans un espace de dialogue apaisé et honnête. Convaincus d'être dans une urgence sanitaire majeure, nous avons perdu la raison et l'usage du principe de précaution. L'art du commentaire et de la rhétorique a remplacé la rigueur de l'analyse des faits. Oui, le monde est entré progressivement dans un nouvel ordre sanitaire global piloté entre autres organismes par l'OMS et Gavi, sous perfusion du Congrès des États-Unis, de la Banque mondiale et de la Fondation Gates, pour ne citer qu'eux. Le but : vacciner contre tout, tout le monde, tout au long de la vie et au plus vite ! Un plan vaccinal mondial se met en place, et ce n'est pas une « théorie du complot », n'en déplaise à certains. Nous vous détaillons dans ce numéro les origines de cette planification, ses structures, ses ramifications, ses dangers.

Et ce n'est pas tout... comme l'ont révélé plusieurs analyses scientifiques commandées par l'association italienne Corvelva, ce business juteux totalement hors de contrôle a permis la commercialisation de vaccins parmi les plus répandus – Gardasil 9, Hexyon, Priorix, etc. – dans lesquels ont été retrouvés, comme on s'y attendait d'ailleurs, des nanoparticules et des polluants chimiques. Mais la surprise a été totale de découvrir (outre de l'ADN humain, de l'ADN de souris, du matériel génétique de virus adventices, etc.) l'absence de certains antigènes, c'est-à-dire des substances mêmes qui permettent au corps de s'immuniser contre les maladies pour lesquelles ces vaccins ont été fabriqués ! Tout cela mis bout à bout suggère une chose inquiétante : ces produits pharmaceutiques ne sont pas du tout contrôlés et sont inefficaces pour certains, voire dangereux !

Bien d'autres sujets sont à lire dans ce magazine. De l'agriculture syntropique pour nourrir la Terre entière jusqu'au charisme du cœur pour faire face à l'effondrement de nos sociétés. Nous arrivons également dans ce numéro, avec le sixième et dernier volet des cartes anciennes, au bout d'une enquête captivante qui nous a permis de découvrir une autre histoire de l'humanité.

Ne laissons pas nos croyances nous faire passer à côté de la réalité.

Bonne et apaisée lecture.

Marc Daoud

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Marc Daoud

marcdaoud@nexus.fr

RÉDACTRICE EN CHEF

Kim-Anh Lim

redaction@nexus.fr

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Caroline Langlois

DIRECTEUR ARTISTIQUE

GRAPHISTE

David Wipf

dav.wipf@gmail.com

CORRECTEURS

Denis Cachon

Sophie Boille

DIRECTEUR

DE LA COMMUNICATION

Mohamed Kotbi

mkotbi@nexus.fr

ABONNEMENTS

Mohamed Kotbi

secretariat@nexus.fr

ILLUSTRATION DE COUVERTURE

David Wipf

Carte d'origine

Zoran Milic

FABRIQUÉ EN FRANCE



Dépôt légal avril 1999

ISSN : 1296-633x

N° CPPAP : 0722 K 78880

Distribution France

Presstalis

City Presse Diffusion

LA REPRODUCTION DES ARTICLES

DE NEXUS EST SOUMISE À

AUTORISATION DE LA RÉDACTION.

Aubin
IMPRIMEUR
Chemin des Deux Croix
BP 19 - 86240 LIGUE





VACCINS

UN PLAN MONDIAL

Vaccination tout au long de la vie, vaccination dans les pharmacies, les écoles, sur le lieu de travail ou au supermarché : une politique de vaccination constante à l'échelle planétaire se déploie à grande vitesse.

Par Senta Depuydt

ICONOGRAPHIE DE GÉRARD MUGUET



À PROPOS DE L'AUTEURE

Senta Depuydt est diplômée en communication et journalisme de l'université de Louvain et a travaillé plusieurs années dans des multinationales, tout en explorant des domaines parallèles. Confrontée à l'autisme, elle a mis en place de nouvelles approches médicales et éducatives, afin d'aider son fils à retrouver un développement optimal. Elle a ensuite approfondi et partagé abondamment ces informations dans des conférences et des articles, notamment lors du congrès Sortir de l'autisme, abordant aussi des sujets controversés comme l'impact des facteurs environnementaux ou de la vaccination.

Sans que cela ne provoque le moindre débat dans les médias ni au sein des assemblées, un programme de vaccination organise la mise en place d'un contrôle permanent des populations et des individus de tous âges. Cette stratégie élaborée dans le cadre de l'Agenda global pour la sécurité sanitaire, ou GHSA, est-elle en train de précipiter notre société à toute vitesse dans « le Meilleur des mondes » ?

Étrange passivité

C'est l'Argentine qui donne le coup d'envoi de cette politique de contrôle totalitaire par le biais de la vaccination. Le Congrès y a approuvé au mois de décembre une loi qui requiert de présenter le carnet de vaccination unique attestant d'une vaccination à jour lors de chaque formalité administrative : carte d'identité, passeport, permis de conduire, certificat pour une demande de mariage, etc.¹ Alors que le pays s'est déchaîné sur les questions touchant à l'intégrité du corps, comme les lois concernant l'avortement ou pour le mariage pour tous, et s'est passionné pour des affaires d'abus de mineurs, c'est à l'unanimité et sans le moindre débat que cette loi imposant une ingérence permanente dans le corps de chaque individu a été votée. Bien évidemment, cette contrainte conditionne aussi l'accès à l'éducation, aux services de santé et à l'emploi.

Dans un magazine en ligne, un chroniqueur indépendant s'étouffe : « L'Argentine est devenue la première nation au monde constituée de rats de laboratoire² », écrit-il, en référence aux multiples essais cliniques dangereux, voire mortels, qui y ont été menés sans consentement, notamment avec le vaccin Synflorix³. Les médias argentins se sont pourtant abstenus de toute critique, ne relayant que les propos officiels.

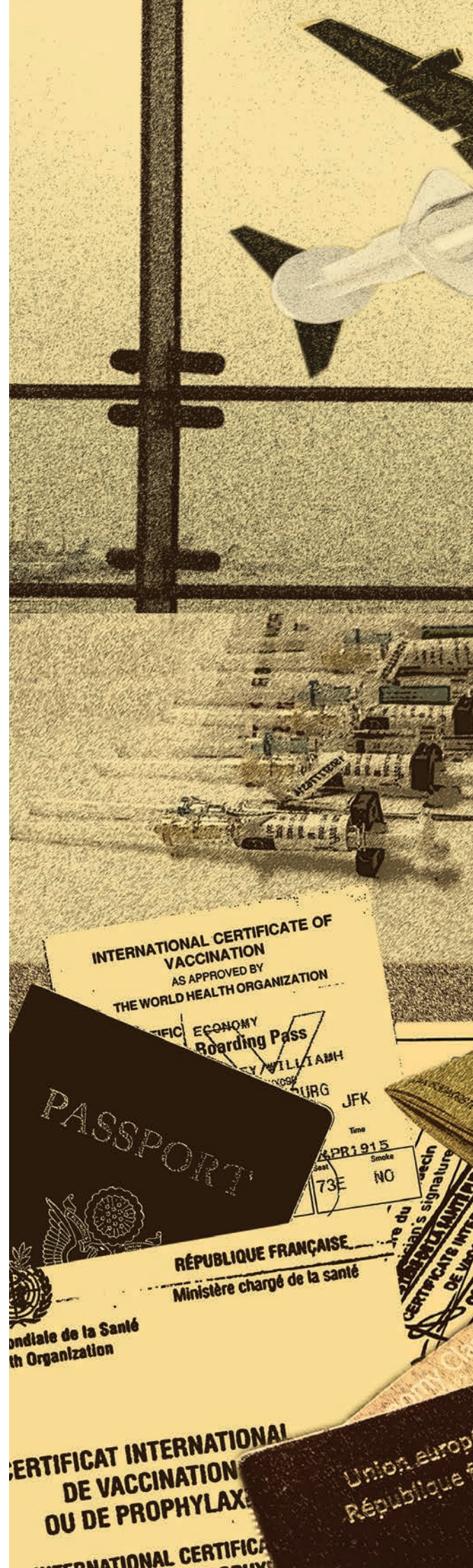
Renforcer le leadership

Selon le Dr Carla Vizzotti, présidente de la Société de vaccinologie et d'épidémiologie, « il s'agit

d'une grande nouvelle pour la santé publique. Un projet qui est devenu loi en moins d'un an, une loi fédérale, appuyée par tous les partis du Congrès. Elle instaure la vaccination tout au long de la vie pour tous les vaccins qui seront inscrits au programme national. Et elle définit aussi la vaccination comme un bien d'intérêt social qui établit la prévalence de la santé publique sur les intérêts particuliers. » De l'Allemagne à la Russie, la Corée du Nord ou la Chine, cette rhétorique de la prévalence du bien commun sur les intérêts de l'individu est la porte ouverte à tous les abus.

Rappelons que c'est à Mar del Plata que se tenait le sommet du G20 en 2018. Lors de la réunion des ministres de la Santé, la vaccination y était largement à l'honneur, notamment avec le sujet de la résistance aux antibiotiques (contre laquelle la seule solution semble être la vaccination), mais aussi et surtout avec la thématique majeure de « la préparation aux menaces sanitaires et à de nouvelles pandémies ».

Dans la déclaration commune du 4 octobre 2018⁴, sous présidence argentine, les pays du G20 appellent à renforcer l'importance des agences de santé nationales et le rôle central de l'OMS, afin de s'assurer que l'Onu dispose d'un système propre pour faire face à une future crise sanitaire mondiale. Ils se prononcent également en faveur d'un large financement de cette préparation à la pandémie, notamment par le soutien à la World Bank's Pandemic





©Gérard Muguet

Emergency Financing Facility, fruit récent d'un partenariat encore plus rapproché entre l'OMS et la Banque mondiale⁵.

Un carnet européen de vaccination

La volonté de créer cet ordre mondial de la santé est donc manifeste et le premier point de son agenda est et reste la vaccination. Si l'Argentine prend les devants avec cette mesure radicale, l'Europe semble lui emboîter le pas. Le 30 novembre, le Conseil de l'Union européenne (organe le plus influent parmi les institutions européennes) émet une recommandation pour « *une collaboration renforcée dans la lutte contre les maladies à prévention vaccinale* »⁶, dans laquelle il préconise entre autres mesures de renforcer la vaccination et son financement, d'organiser d'ici à 2020 un calendrier vaccinal européen conforme aux recommandations de l'OMS et de surveiller sa mise en œuvre par l'instauration d'un carnet européen numérique de vaccination, voire un « passeport ». Tout comme en Argentine, on y prévoit une vaccination « tout au long de la vie », avec des contrôles de routine et des occasions de rappels à la vaccination à tout âge, notamment lors de l'accès à la (pré)scolarité, aux soins de santé, au lieu de travail ou aux établissements de soins. Pour ce faire, l'Union met la priorité sur le développement de plateformes de santé numériques et de solutions big data.

Endoctrinement

C'est l'Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale) en France, qui est chargé de piloter ce projet « Joint Action on Vaccination » (« Action commune en faveur de la vaccination ») et d'organiser une banque de don-

nées avec le statut vaccinal de chaque citoyen en temps réel, permettant de croiser et d'échanger les données entre différents systèmes de santé, ou d'envoyer des SMS ou des mails pour notifier les rappels de vaccins aux individus concernés.

La recommandation prévoit aussi d'inculquer les principes de la vaccination dans les écoles, notamment les écoles européennes, ainsi que dans tous les types d'enseignement. Par ailleurs, on prévoit d'éliminer les contestations sous prétexte d'une stratégie européenne pour lutter contre les *fake news* et la désinformation en ligne⁷. Enfin, démarche inquiétante, l'Union prévoit de financer la recherche en sciences sociales et comportementales pour déterminer les facteurs menant à la réticence à la vaccination dans différentes catégories de population et parmi les travailleurs de la santé (article 15 de la recommandation du Conseil de l'UE)⁸.

Des motifs de résistance

Il s'agit bien là d'une politique extrêmement contraignante et qui s'appliquera dans toute l'Europe, même s'il pourrait être difficile d'instaurer une obligation légale dans certains pays. Dans la plupart des démocraties d'Europe de l'Ouest, le principe du libre consentement éclairé et l'interdiction de l'expérimentation médicale forcée ont imprégné les esprits avec le procès et ensuite le code de Nuremberg, au sortir de la guerre et des atrocités nazies. D'ailleurs, Angela Merkel, interrogée en octobre 2017 alors que l'extension des obligations vaccinales en France était à l'ordre du jour, déclarait dans un podcast vidéo : « *En tant que citoyennes et citoyens responsables et indépendants, comme cela nous paraît tout à fait naturel en Allemagne, tout le monde devrait pouvoir peser sa propre décision.* »

Quelques mois plus tôt, en mai 2017, le Parlement suédois avait lui aussi rejeté une loi instaurant des obligations vaccinales⁹, au motif que, d'une part, le programme vaccinal en place semblait remplir ses objectifs et que, d'autre part, les associations avaient rappelé à juste titre l'existence de dommages vaccinaux et le fait qu'une telle obligation était contraire aux libertés garanties par la Constitution.

Forcing

Quoi qu'il en soit, là où le respect du libre consentement semble bétonné par différentes lois, il sera toujours possible d'imposer une forme d'obligation dans la pratique. Les contraintes sont nombreuses : refus d'accès aux lieux et services publics, aux établissements d'enseignement ou centres commerciaux, ou aux moyens de transport, ce qui reviendrait presque à une forme d'assignation à résidence.

Les incitations à la vaccination pourraient se décliner à travers des bonus et des compensations ou, au contraire, une augmentation des tarifs d'assurance et de soins de santé, voire la diminution des allocations pour les non-vaccinés, comme c'est déjà le cas en Australie, où le gouvernement mène une politique draconienne.

En effet, à la suite de la campagne « No jab, no play », organisée par News Corp – le groupe de presse de Rupert Murdoch, dont le fils James a longtemps siégé au conseil d'administration du laboratoire GSK –, le gouvernement australien a adopté en janvier 2016 la loi coercitive « No jab, no play ; No jab, no pay » (« Pas de piqûre, pas de jeu ; Pas de piqûre, pas d'argent ») et a notamment supprimé une partie des allocations familiales aux parents dont les enfants ne sont pas vaccinés¹⁰.



En Australie, depuis le 1^{er} janvier 2016, les garderies et les allocations familiales sont inaccessibles aux parents qui ne font pas vacciner leurs enfants.



©Gérard Muguet

Politique autoritaire

L'Australie semble inspirer l'Europe et cette ligne autoritaire et « criminalisante » a d'ailleurs été esquissée par Martin Seychell, le directeur général adjoint de la direction générale Santé et Sécurité alimentaire de la Commission européenne, lorsqu'il a affirmé que « la non-vaccination menace la vie d'autrui » dans une position qui exclut tout droit à la non-vaccination. S'adressant aux associations et partenaires de la société civile lors d'une réunion au Parlement organisée par Active Citizens in Europe advocate for vaccination (« Citoyens actifs en Europe pour la vaccination »), une ONG financée par MSD (Merck Sharp & Dohme, fabricant du vaccin Gardasil), il a insisté sur l'importance de renforcer le leadership et d'augmenter la surveillance. Parmi ses objectifs prioritaires : la vaccination de la population adulte et le rattrapage des « rappels ». C'est bien entendu le vaccin de la grippe qui sera au cœur de cette campagne, un produit qui a l'avantage commercial indéniable de devoir être refait chaque année.

Lors de cette réunion, un autre intervenant, le Dr David Salisbury, a poursuivi dans la même veine en vantant les bienfaits d'une vaccination « comme à l'armée ». Chaque citoyen sera convoqué par mail ou SMS via un message lui proposant une heure de rendez-vous dans un centre de vaccination où l'on vaccine à la chaîne, sans qu'une visite préalable soit nécessaire. Gain de temps, données inscrites sans délai dans le carnet de santé numérique,

la vaccination devient une obligation citoyenne et passe de l'acte médical à l'acte administratif. Ce qui n'a rien de rassurant¹¹.

Prudence de longue date

Le principe de l'obligation vaccinale a toujours été contesté partout, que ce soit en France, en Grande-Bretagne ou aux États-Unis, y compris à l'époque de la variole. C'est sur la seule base du caractère d'« état d'urgence » et de « danger imminent » que les premières obligations vaccinales ont été admises. Il est intéressant de noter que dans le verdict initial américain Jacobson vs Massachusetts rendu par la Cour suprême des États-Unis en 1905, et qui autorise pour la première fois une obligation vaccinale contre la variole en vertu de ce motif d'exception, on peut lire des mises en garde très sérieuses. Face à « la possibilité d'un usage arbitraire et oppresseur d'un pouvoir policier », ou au « fait d'aller bien au-delà de ce qui était indispensable pour assurer la santé publique », la Cour appelle clairement à rester « vigilant afin d'examiner et de contrecarrer les prétentions déraisonnables du pouvoir étatique¹² ».

Passe-droit incompréhensible

Un siècle plus tard, les obligations sont désormais motivées par de simples impératifs commerciaux, sans qu'il y ait la moindre urgence de santé publique. Il faut se rappeler qu'en France, il y a à peine deux ans, l'État avait été condamné pour excès de pouvoir,

Manifestation à Toronto au Canada, le 13 novembre 1919. Archives de la ville de Toronto



car en l'absence d'un triple vaccin DTP sur le marché correspondant aux vaccins prescrits par la loi, il imposait dans les faits l'utilisation d'un vaccin hexavalent¹³. En l'absence d'épidémies de polio ou de diphtérie (le tétanos n'étant jamais contagieux), le maintien de telles obligations ne se justifiait plus¹⁴ et la France aurait pu les supprimer, s'alignant ainsi sur le principe du libre choix comme c'est le cas dans de nombreuses démocraties européennes. Malheureusement, l'État a choisi d'étendre et d'adapter les obligations à l'offre du marché. Avec une législation solide en faveur des droits des patients, des experts partagés sur la sûreté, l'utilité et l'efficacité des vaccins et des taux de vaccination en hausse, personne n'imaginait que cette mesure puisse être votée. Pourtant, un passe-droit a été créé avec la redoutable « stratégie de la menace », développée et menée à l'échelle internationale par le GHSA (Agenda global pour la sécurité sanitaire) à travers la campagne d'une menace du retour de la rougeole.

État d'urgence permanent

C'est en novembre 2014, lors d'une première réunion à la Maison Blanche, que le GHSA a véritablement lancé cette stratégie globale de la menace. Y participaient non seulement les principaux responsables de la santé du monde entier, mais aussi le département de la Défense américain et Interpol. Alors que l'objectif du GHSA est d'assurer la sécurité sanitaire en cas d'alerte majeure pour la santé, par exemple en cas d'accident nucléaire ou de bioterrorisme (imaginons la réintroduction de la variole lors d'une guerre), une première dérive s'opère d'emblée dans la désignation de la rougeole comme menace sanitaire. Élément essentiel déjà évoqué, l'argument sécuritaire est en réalité le seul qui permette de contourner toutes les législations en faveur du libre consentement éclairé. Mais

la désignation de la rougeole, maladie généralement bénigne, comme menace sanitaire n'est pas innocente. Elle intervient quelques mois à peine après que l'expert des CDC (Centers for Disease Control and Prevention – Centres pour le contrôle et la prévention des maladies) William Thompson a avoué avoir falsifié la principale étude qui servait de référence pour rejeter le lien entre l'autisme et le vaccin rougeole, oreillons, rubéole¹⁵. Loin de représenter un véritable danger, la menace de la rougeole intervient comme une contre-attaque face aux accusations de fraude scientifique, tandis que la vaccination en masse et surtout les obligations se profilent comme le moyen le plus efficace de garantir un marché qui pourrait accuser des pertes.

Les principaux objectifs annoncés à l'issue de cette réunion furent de développer une surveillance accrue, de renforcer les leaderships

et de modifier les législations nationales en faveur de la vaccination généralisée. Pour la rougeole, il s'agit de viser une couverture de 95 % sur toute la planète afin d'atteindre « l'immunité de groupe¹⁶ ». L'Italie fut désignée comme précurseur de la mise en place du programme. Deux ans plus tard, quelques jours avant l'élection de Trump, Barack Obama et Bill Gates signèrent en hâte un important financement visant à accélérer la mise en place du programme à l'échelle mondiale et lancèrent ainsi la grande campagne de la menace du retour de la rougeole.

Stratégie de la menace

Comme la rougeole ne décime pas des populations et que les taux de vaccination ont augmenté dans la majorité des pays, le cœur de la stratégie se concentre sur la menace virtuelle et le danger permanent.



Registering Human Pedigrees

How Kansas Develops Fitter Families;
A Remarkable Experiment in Eugenics

By Arthur Capper, U. S. Senator from Kansas



Mrs. Mary T. Watts,
Audubon, Iowa



Dr. Florence B. Sherbon,
University of Kansas



The Eugenics Building at the Kansas Free Fair, where families are judged and registered. Seated in the center is a "fitter family" surrounded by examiners

member of a family. Another sheet of the record shows the results of the intelligence test, and an examination by a psychiatry specialist of the nerve reflexes, emotional and intellectual responses. A thorough structural examination is made, including strength tests and measurements. The medical record gives the results of a complete physical and organic examination, with blood pressure, hemoglobin blood test and the Wasserman blood test. Every member of the family is examined

THE average American family of today is the result of haphazard mating. Men and women marry with little scientific thought as to their physical and mental fitness for bearing and rearing children. When the children come they too often are brought up in the same haphazard fashion in which their parents chose each other. Is it any wonder that the number of mentally and physically unfit increases?

For years, American farmers and breeders

Eugenics Building au Kansas Free Fair où les familles sont évaluées et enregistrées.

Ce sera soit le danger de la « possible diminution de la vaccination » et du grand retour des maladies « à cause de la désinformation sur les réseaux sociaux », soit le danger inconnu, comme « la fameuse grippe que l'on ne connaît pas, mais qui arrivera tôt ou tard¹⁷ ». La grippe est l'un des thèmes favoris de Bill Gates et des producteurs de vaccins, mais en 2018 s'ajoute dans la liste des dangers prioritaires la « maladie X¹⁸ », une maladie qui n'existe pas encore, mais qui permet de financer en priorité « les programmes de préparation à la catastrophe », comme prévu avec la Banque mondiale.

Tout récemment, l'OMS a même qualifié les réticences à la vaccination comme étant l'une des dix principales menaces sur la santé¹⁹. Si les médias et les nombreux lobbies scientifiques sont déjà sous contrôle des institutions et de l'industrie, le rôle de l'information sur les réseaux sociaux et dans les médias alternatifs sera sans doute un élément décisif dans cette bataille pour un libre choix.

Autre dérive qui s'inscrit dans la même logique de menace sanitaire : « Les maladies à prévention vaccinale sont considérées comme des fléaux majeurs ! » selon les textes de l'Union européenne²⁰. En d'autres termes, peu importe la maladie et son degré de dangerosité ou de contagion. Il suffit qu'un vaccin soit développé pour que cela puisse justifier le fait de le

promouvoir, et même de le rendre obligatoire. Au-delà d'une interrogation légitime sur ce qui s'apparente à une forme de racket, il est aussi nécessaire d'envisager cette politique de vaccination sous d'autres aspects.

Contrôle des citoyens

Par la mise en œuvre des carnets de santé électroniques, prévus par l'Union européenne, il y a un glissement manifeste qui s'opère de la surveillance des maladies, où il s'agit de détecter les foyers infectieux et d'y apporter une réponse sanitaire, à une surveillance accrue des citoyens. À partir de là, différentes dérives sont susceptibles de se produire. D'une part, les données récoltées pourraient être utilisées (« valorisées », c'est-à-dire commercialisées) ou exploitées d'une manière ou d'une autre (par les assurances notamment), sans le moindre consentement.

Le suivi des recommandations officielles pourrait-il conditionner l'accès à d'autres prestations ou leur remboursement ? Ne risquerait-on pas d'aboutir à une sorte de carnet de santé à points ?

D'autre part, Interpol (organisation internationale de police criminelle) participe au GHSA et gère un fichier centralisé qui permet de poursuivre les individus à travers différents États. On peut s'interroger sur son rôle éventuel dans le maintien des politiques vaccinales, si un individu

était qualifié de dangereux ou de déviant pour avoir refusé un vaccin. Sachant que l'OMS a déclaré que les « réticences à la vaccination sont une des principales menaces à la santé globale » et que l'Union européenne finance par ailleurs des programmes pour étudier le comportement et le profil psychologique des individus réticents à la vaccination, il y a de quoi s'inquiéter.

Mot tabou : eugénisme

Il ne s'agit pas ici de porter des accusations ni de spéculer sur les intentions des politiques actuelles, mais de fournir des éléments permettant de comprendre les enjeux de la vaccination dans un cadre élargi, afin de mettre en place une série de garde-fous. Ce sujet n'est jamais abordé de manière sérieuse, alors que l'on ne cesse d'évoquer les dangers des mouvements extrémistes tout en menant des politiques de plus en plus autoritaires. Trois questions se posent : Y a-t-il eu des individus aux opinions nazies ou eugénistes parmi ceux qui ont conçu et financé le développement de vaccins ? Y a-t-il des vaccins contraceptifs ou stérilisants ? L'eugénisme a-t-il fait partie de programmes politiques ? La réponse à ces trois questions est clairement oui.

Éliminer les faibles

Il est intéressant de se pencher sur l'exemple de la Fondation Rockefeller, qui joue un rôle crucial dans les politiques vaccinales depuis plus d'un siècle. L'institut de recherche de la fondation a été créé en 1901 sous la direction de William Welch, un scientifique dont une des priorités était la mise au point du premier vaccin contre la polio. Welch, comme nombre de ses collaborateurs, était un eugéniste notoire et siégeait au conseil d'administration

de l'Eugenics Record Office²¹, un organisme qui avait entrepris de ficher des millions d'Américains afin d'identifier les lignées les plus faibles de la population et de les éliminer par différentes méthodes, incluant la stérilisation et l'euthanasie²².

D'après les documents retracés dans l'ouvrage d'Edwin Black *War Against the Weak : Eugenics and America's Campaign to Create a Master Race* (Guerre contre les faibles : l'eugénisme et la campagne américaine visant à créer une race de maîtres) (Expanded Edition, Dialog Press, 2012), les racines idéologiques et même les méthodes d'extermination nazies, y compris les chambres à gaz, furent empruntées aux eugénistes californiens. La Fondation Rockefeller aurait versé près de 100 millions de dollars à l'Eugenics Record Office, mais elle joua aussi un rôle capital dans le développement des instituts eugénistes en Allemagne, notamment le Keiser Wilhelm Institute. Elle y

soutenait déjà les travaux de l'épouvantable Dr Mengele avant la guerre, ainsi que ceux de Rudin²³.

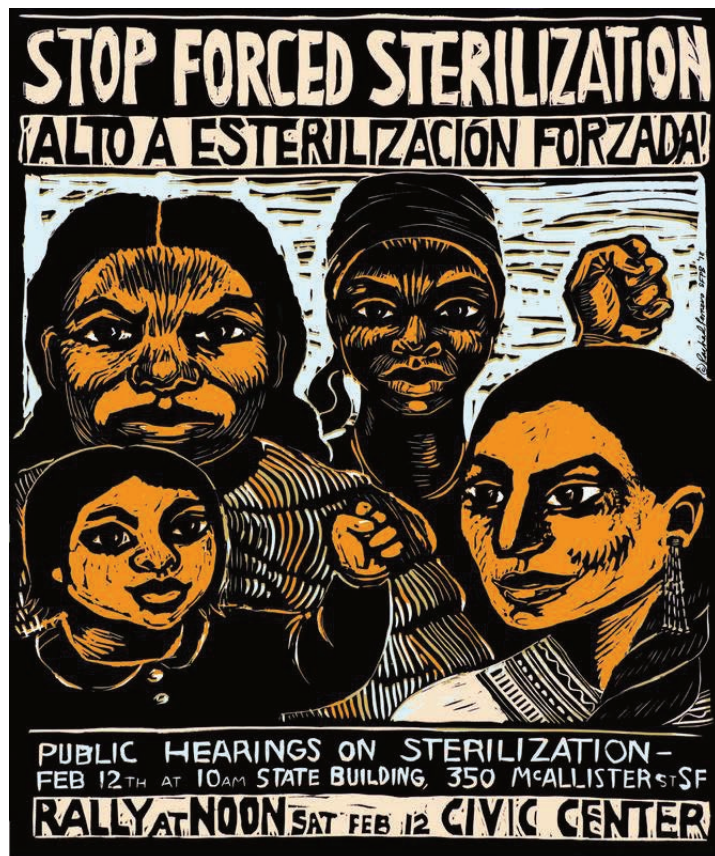
Rockefeller était le principal actionnaire de la Standard Oil avec la compagnie Allemande IG Farben²⁴. La Standard Oil poursuivit son partenariat avec IG pendant la guerre et facilita le déploiement militaire allemand. IG Farben est la compagnie qui fit construire des camps de travail à Auschwitz et participa aux expérimentations humaines dans les camps de concentration, dont certains portaient d'ailleurs sur le développement de vaccins en infectant des prisonniers avec le typhus et d'autres maladies²⁵. C'est aussi IG Farben qui fabriquait le gaz zyklon B utilisé pour les chambres à gaz.

Contrôle démographique

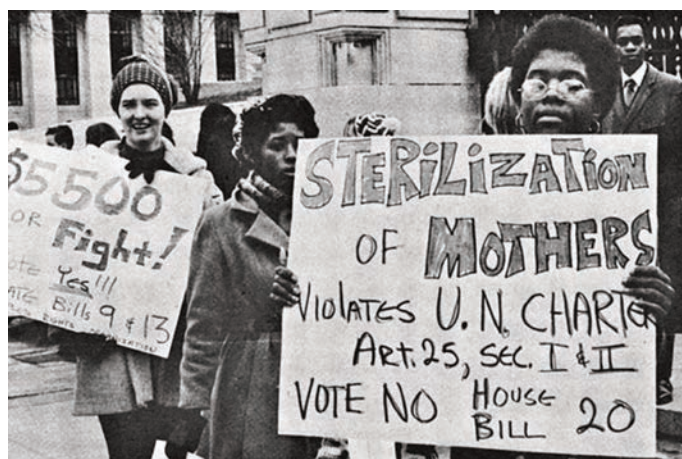
Malheureusement, la guerre n'a pas mis fin aux politiques eugénistes et la Fondation Rockefeller a continué de les soutenir via les programmes menés sur le plan national et international. Aux États-Unis, les programmes de stérilisation ont eu lieu jusque dans les années 1950 ou même 1970 (en Caroline du Nord)²⁶ et ce n'est que récemment que des programmes d'indemnisation des victimes ont été approuvés²⁷. De nombreux présidents américains ont partagé

ces mêmes conceptions et objectifs politiques. En 1913, dans une lettre à Charles Davenport, un des leaders du mouvement eugéniste, Theodore Roosevelt estime « *que la société ne peut pas permettre aux dégénérés de se reproduire* »²⁸. Entre la Deuxième Guerre mondiale et la fin des années 1980, plusieurs générations de la famille Bush sont aussi étroitement impliquées dans les politiques eugénistes en lien avec la Fondation Rockefeller²⁹. En 1974, Kissinger adresse un rapport secret au Conseil national de sécurité américain dans lequel il définit les grandes lignes d'un agenda de contrôle mondial de la population, dont la mise en œuvre est notamment prévue par des programmes internationaux comme l'USAID³⁰.

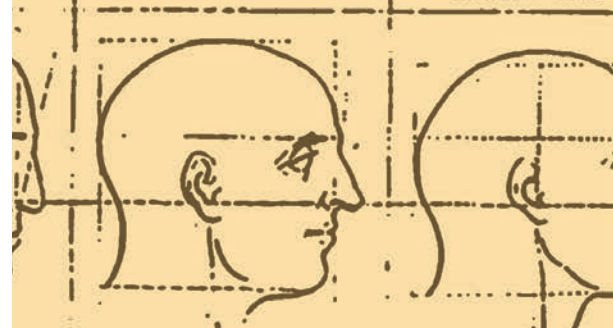
C'est principalement sous l'impulsion du Britannique Julian Huxley, ancien directeur général de l'Unesco et fervent défenseur de l'eugénisme avec son frère Aldous, auteur du *Meilleur des mondes*, que le contrôle de la population a été intégré de manière systématique dans un agenda mondial³¹. Bien que farouchement opposé au nazisme (car il contestait la sélection à partir de la race), Huxley était toutefois profondément influencé par les théories évolutionnistes et prônait une philosophie sociale enracinée dans la biologie... En résumé, éliminer les plus faibles, pour favoriser les plus forts. Julian Huxley s'est appliqué à inscrire le contrôle des populations dans les programmes de l'Unesco, de la FAO et de l'OMS, instituant le



« Halte à la stérilisation forcée ». Poster réalisé par Rachael Romero, San Francisco Poster Brigade, 1977. Courtesy of Rachael Romero.



Manifestation anti-eugénisme vers 1971. Photo publiée à l'origine par le Southern Conference Educational Fund (SCEF)





Conseil de la population et veillant à associer de manière systématique les politiques de contrôle démographique aux aides apportées aux pays en voie de développement (dont la principale demeure la vaccination).

Deux en un !

Le projet de développer des vaccins stérilisants a été lancé par l'OMS en 1972³² en collaboration avec le FNUP (Fonds des Nations unies pour la population), le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement), la Banque mondiale et leurs partenaires privilégiés (Rockefeller, Planned Parenthood,

UNAIDS, etc.) dans le cadre du « Expanded Program of Research, Development, and Research Training in Human Reproduction³³ » (« Programme élargi de recherche, de développement et de formation sur la reproduction humaine »). Il impliquait 650 chercheurs dans plus de 60 pays et différentes méthodes parmi lesquelles l'avortement, la stérilisation et les vaccins contraceptifs.

En 1993³⁴, un premier vaccin efficace est mis au point en combinant la toxine du tétanos avec une hormone de grossesse (hCG). Ce vaccin a donc des propriétés abortives chez les femmes enceintes et inhibe la grossesse chez les femmes non

fécondées pour une période allant de six mois à un an. Essentiellement destinés aux pays en voie de développement, ces vaccins étaient censés être proposés comme contraceptif à des femmes qui en font la demande « en toute connaissance de cause », mais qu'en est-il dans la pratique ?

Libre consentement bafoué

Aujourd'hui, de nouveaux produits sont apparus et le terme de vaccin contraceptif ou anti-grossesse est abandonné au profit des noms plus neutres de produits ou de leurs composants³⁵. Par exemple, le DMPA, ou Depo-Provera, contraceptif injectable

qui est largement promu par la fondation Bill-et-Melinda-Gates dans le cadre du plan de planning familial FP2020, une campagne amorcée avec le gouvernement britannique et qui cible particulièrement les pauvres, notamment en Inde (Mission Parivar Vikas). Ce produit a pourtant reçu une mention « black box³⁶ » aux États-Unis, car il est associé à une augmentation des cancers du sein, de l'ostéoporose et d'un retour à la fertilité difficile après arrêt du traitement. Selon la porte-parole de l'ONG Centre for Health and Social Justice dans un article paru dans la presse indienne en 2017³⁷, le libre consentement éclairé affiché de cette campagne est une farce. On attire des femmes illettrées en leur donnant cent roupies sans leur parler des risques, alors qu'il existe sans doute d'autres moyens contraceptifs plus sûrs et plus appropriés à leur besoin.

En Inde, la plupart des médecins ont encore une approche très malthusienne de la santé et la société est toujours imprégnée du système de castes et de divisions ethniques. Aussi, quand le gouvernement a introduit les campagnes de contraceptifs injectables, de nombreuses associations s'y sont opposées, afin de se prémunir contre d'éventuelles dérives eugénistes. Par ailleurs, comme le précisent ces associations, promouvoir de telles options, sans même prendre en considération la santé globale et le bien-être de la femme, résulte tout simplement d'une forme de contrôle et de privation de liberté des femmes.

En ayant cela à l'esprit, s'interroger sur les campagnes de vaccination menées par les puissants de la planète et les organisations internationales qu'ils dirigent tient d'un devoir de précaution légitime. Les faits qui se sont déroulés il y a quelques années au Kenya en sont bien la preuve.

Tétanos à l'hormone de grossesse

En novembre 2014, l'Église catholique du Kenya a sonné l'alarme après avoir constaté une importante augmentation de fausses couches et de problèmes de fertilité. Des médecins kényans avaient fait analyser dans quatre laboratoires du pays des échantillons du vaccin antitétanique distribué par l'OMS. Près de la moitié des lots semblaient contenir des hormones de grossesse. L'association des médecins catholiques a accusé l'OMS de procéder à un programme de dépopulation. Le fait que le calendrier vaccinal proposé ait différé du calendrier habituel recommandé pour le tétanos indique qu'il s'agit là soit d'une grave négligence, soit d'un acte intentionnel³⁸.

Si l'OMS a bien rédigé une réponse indignée devant des accusations aussi lourdes, elle s'est contentée de discréditer la fiabilité des laboratoires ayant procédé aux analyses.

Contraceptif télécommandé

Les récentes plaintes pour faits de sexisme et de discrimination raciale systématique au siège même de l'OMS viennent ternir un peu plus les images d'humanité et de bienfaisance véhiculées dans les campagnes de communication de l'organisation.

Pas de quoi renforcer la confiance dans l'OMS, ni en Bill Gates, qui en est le principal financier et pour

qui le contrôle de la population sous toutes ses formes semble être une obsession majeure, comme en témoigne une conférence Tedx 2010³⁹, alimentant depuis longtemps les doutes quant à ses véritables intentions. S'il n'affiche pas d'opinion raciste ou ouvertement eugéniste, il faut noter que ses parents étaient parmi les dirigeants de « Planned Parenthood », organisation qu'il gère encore actuellement et dont l'activité principale consiste à pratiquer l'avortement. Or, à l'origine, cette association plaçait ouvertement pour une stérilisation forcée des « moins désirables », minorités pauvres (en particulier Afro-Américains), handicapés physiques et mentaux ou même épileptiques⁴⁰.

La fondation Gates finance en tout cas de nombreuses recherches sur la contraception, notamment un contraceptif télécommandé via une microcapsule qui libère des hormones durant près de seize ans, mais qui peut être désactivée par un signal envoyé par un médecin... Plutôt stressant lorsque l'on apprend que la FDA a émis une mise en garde préalable sur le fait que ce type de dispositif est susceptible d'être piraté⁴¹ !

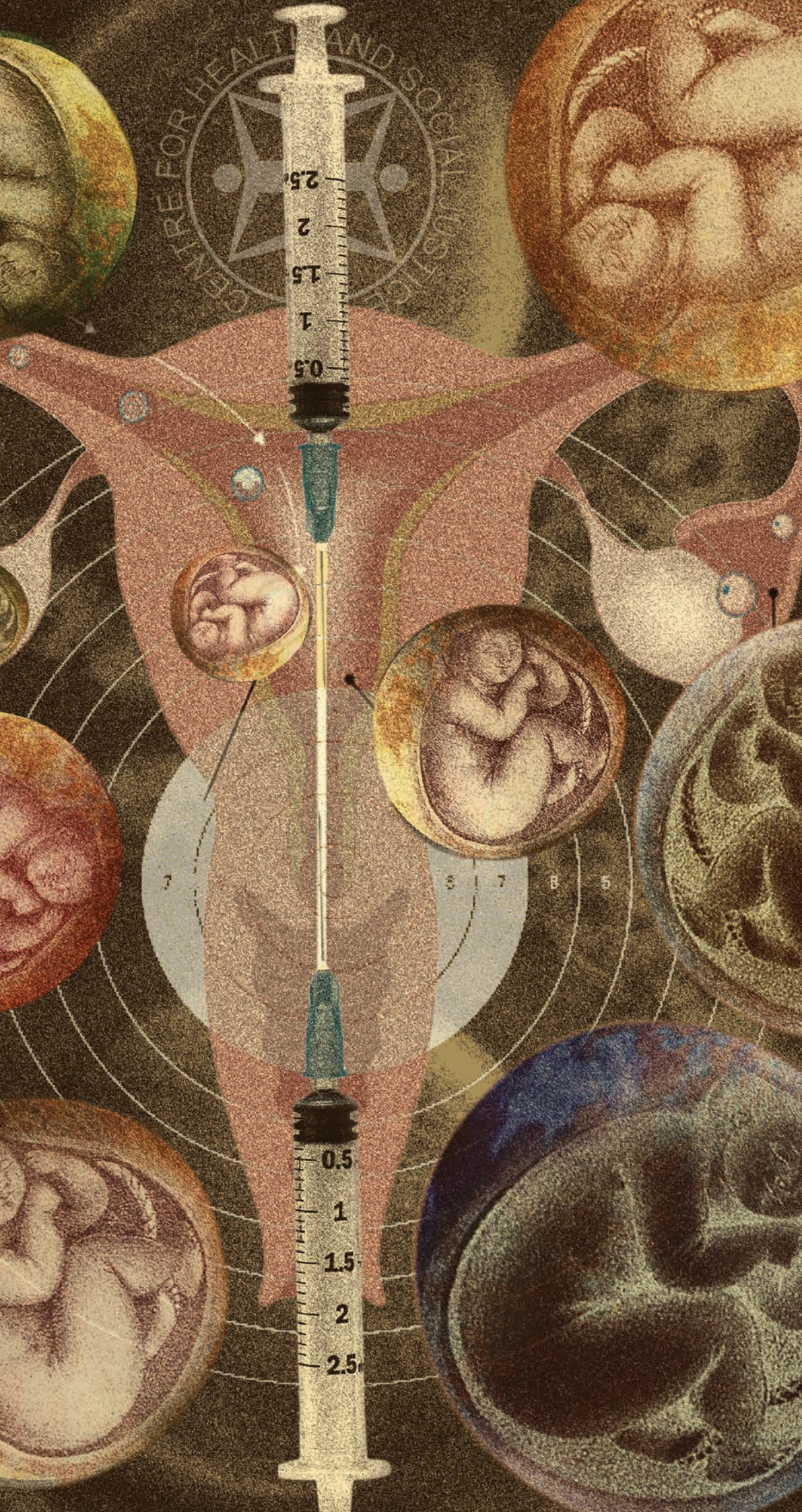
Il est aussi effrayant de voir à quel point toutes ces « avancées » impliquent un assujettissement accru au corps médical.

Stérilité et vaccin anti-HPV

Élaborés avec l'aide du gouvernement américain⁴², les vaccins contre le papillomavirus Gardasil et Cervarix ont été accusés de provoquer des troubles du fonctionnement ovarien⁴³, des problèmes de ménopause précoce et des cas de cancer du col. L'utilisation de polysorbate 80⁴⁴ et de borate⁴⁵ pourrait en être la cause. Ces deux produits ont une action toxique sur le système reproductif et peuvent



Un ancien ministre du Kenya présente le vaccin contre le tétanos comme un « programme ciblé de stérilisation de masse ». Source : Africa24.info.



provoquer une dégénérescence des organes sexuels, la diminution du sperme et de l'ovulation ainsi que des malformations fœtales. Une étude récente de Gayle DeLong a noté que, dans une population de 8 millions de femmes entre 25 et 29 ans, celles vaccinées avec l'anti-HPV avaient presque deux fois moins de grossesses⁴⁶. Pour l'instant, il n'y a, comme souvent, pas assez de données permettant de confirmer ou de réfuter un lien de causalité entre l'infertilité et le vaccin.

Drones, satellites et colliers à puce

Big Data et les nouvelles technologies sont en tout cas au rendez-vous de l'agenda vaccinal, et les organisations internationales investissent dans ces outils pour assurer leur mission. Dans une interview de novembre 2017⁴⁷, Seth Berkley, le directeur de l'Alliance globale pour la vaccination et l'immunisation, précise ses ambitions :

« Des millions d'enfants n'ont pas de papiers d'identité, encore moins de carnet de santé, mais l'un des objectifs du programme de développement durable des Nations unies est que chaque être humain soit enregistré sous une identité légale d'ici à 2030. Cela peut se faire en déployant un ensemble de technologies numériques et c'est un objectif qui se combine parfaitement avec la vaccination. »

Par exemple, à l'aide du Big Data, l'on peut anticiper la localisation et le déploiement de futures épidémies et y répondre par une campagne de vaccination. On peut aussi utiliser les techniques de localisation géospatiales et les caméras de surveillance par drone pour repérer des ethnies qui n'ont pas encore été vaccinées, comme cela se fait au Nigeria. » L'utilisation régulière de drones pour le transport de vaccins commence aussi à se répandre,

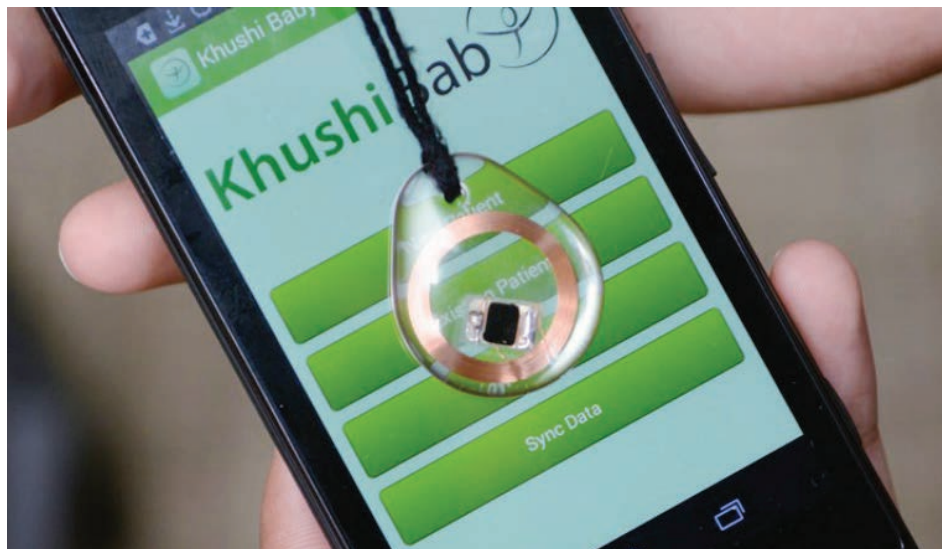
notamment au Rwanda ou dans l'archipel de Vanuatu⁴⁸.

Enfin, il explique qu'au Rajasthan en Inde, Gavi, l'Alliance du vaccin travaille avec une compagnie nommée Khushi Babies qui a développé un carnet de vaccination sous forme de collier à puce électronique. Ce collier peut être scanné et mis à jour avec un téléphone portable par les équipes de vaccination, afin d'avoir une information fiable. Toujours selon Berkley, tout cela devrait permettre de devenir plus ambitieux et de viser une couverture vaccinale de 100 % des vaccins recommandés pour tous les enfants par l'OMS.

Face à un tel déploiement de moyens, il convient de s'interroger. Bien entendu, il ne s'agit pas de mettre en cause le développement de la recherche ou de la technologie. Des thérapies génétiques pourraient un jour renverser un pronostic mortel, et un médicament délivré en urgence par drone sauver une vie. Mais les meilleures intentions peuvent aussi avoir les pires conséquences. Plus que jamais, il convient de rester vigilant. Ces questions doivent impérativement être évaluées sur un plan éthique, car elles peuvent entraîner une forme d'assujettissement de la personne et un risque de privation de liberté peu acceptables.

Vaccins et injections transhumanistes

Pour voir encore plus loin la portée des enjeux d'une politique de vaccination obligatoire et massive, il faut s'intéresser au développement de nouvelles technologies



One NFC Necklace
with all vaccines information

Scan by Tablet
shows health workers all vaccination data record provided to child

SYNC
Data can be synced from the mobile app to cloud-based dashboard.

Many mothers don't understand the importance of antenatal care visits and vaccines, or how many are needed before and after birth.
We love to do what we do, but we just can't do it without your help.

\$25
Donate 25 Pendants

\$150
Donate 1 Tablet

DONATE NOW

Collecte pour les colliers de vaccination électronique Khushi Babies.

dans le domaine des vaccins et des injections.

L'immunoprophylaxie par transfert génétique pourrait se présenter comme l'avenir du vaccin, mais aussi inaugurer la voie du transhumanisme. Il s'agit d'appliquer le principe des OGM à l'être humain. Ici, l'on n'injecte plus un antigène (par exemple le virus atténué de la rougeole) pour susciter une réponse sous forme d'anticorps, mais un nouveau matériel génétique synthétique véhiculé par un vecteur (un virus qui circule rapidement), encodant des protéines résistantes à diverses maladies. Cette nouvelle approche, que l'on nomme aussi plus discrètement immunoprophylaxie vectorielle⁴⁹, court-circuite le fonctionnement traditionnel du système immunitaire et modifie le profil génétique de l'individu vacciné. Les

recherches actuelles visent à l'utiliser pour des vaccins contre la malaria, la dengue, l'hépatite C, le VIH et... la grippe.

On imagine facilement que ces nouveaux produits pourraient venir à point nommé remplacer les vaccins classiques trop critiqués en raison de la toxicité de leurs adjuvants. Mais d'autres risques se profilent... celui de la mutagenèse (ou la modification non prévue du patrimoine génétique propre). De même, que penser de la tolérance et des effets à long terme d'une technologie dont on ignore tout ? Enfin, cela met à disposition de ceux qui contrôlent la production et la diffusion des vaccins un moyen de modification constant de la génétique de différents groupes d'êtres humains.

Il est temps de comprendre que les enjeux des politiques vaccinales

vont bien au-delà du risque d'éventuelles complications de la grippe ou de la rougeole. Une politique d'obligations et de surveillance à l'échelle mondiale, associée à une concentration de pouvoirs anormale, menée sans transparence ni contrôle indépendant, avec des mesures de censure et, *in fine*, la possibilité d'expérimenter des programmes eugénistes et transhumanistes est une situation hautement alarmante. Un débat ouvert sur la démographie, la contraception ou les modifications génétiques doit pouvoir avoir lieu, mais le plus urgent est de sauvegarder nos libertés et nos droits fondamentaux.

Senta Depuydt



Notes

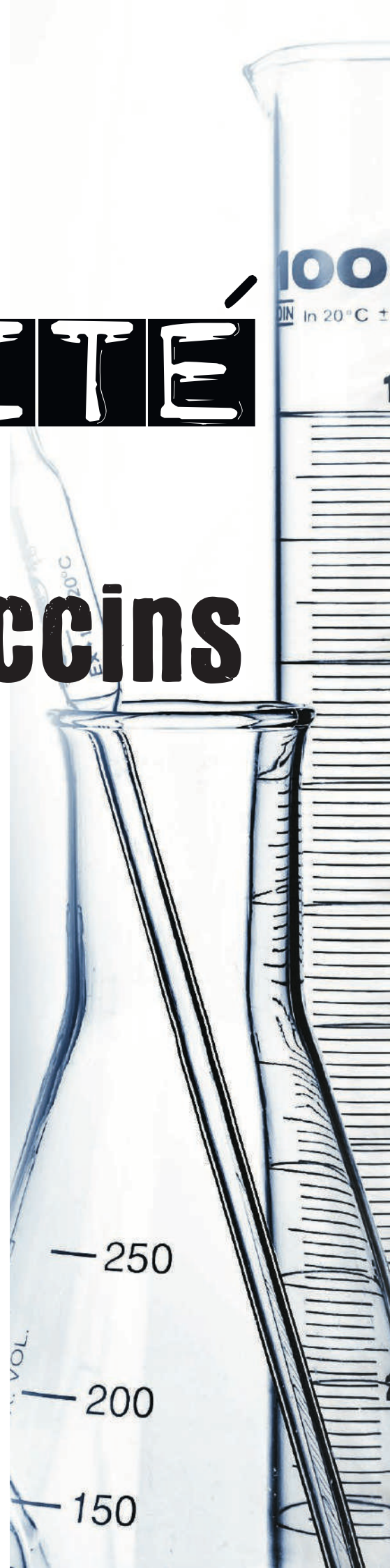
1. <https://www.lanacion.com.ar/2202208-para-renovar-dni-pasaporte-registro-habra-presentar>
2. <https://loveartnotpeople.org/2018/12/20/mi-resena-de-como-la-verdadera-violacion-no-fue-la-de-juan-darthes-sino-la-del-estado-entengado-con-dios-sabe-quien-forzandonos-a-darnos-todas-las-vacunas-contr-nuestra-voluntad/>
3. <https://redbioetica.com.ar/glaxosmithkline-sigue-pagando-multas/>
4. <http://www.g20.utoronto.ca/2018/2018-10-04-health.html>
5. <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2018/09/10/global-preparedness-monitoring-board-convenes-for-the-first-time-in-geneva> ; <https://www.who.int/news-room/detail/24-05-2018-who-and-world-bank-group-join-forces-to-strengthen-global-health-security>
6. https://ec.europa.eu/health/sites/health/files/vaccination/docs/14152_2018_en.pdf
7. Commission Communication on Tackling Online Disinformation: a European Approach, COM(2018) 236. Communication de la commission intitulée « Lutter contre la désinformation en ligne : une approche européenne », COM(2018) 236 final.
8. https://ec.europa.eu/health/sites/health/files/vaccination/docs/14152_2018_en.pdf
9. <http://freedomofeurope.net/en/riksdagen-rostade-nej-till-lagarom-obligatorisk-vaccinering/>
10. <https://www.ageofautism.com/2018/07/are-the-murdochdictating-vaccination-policy-in-australia-in-the-best-interests-of-glaxosmithkline.html>
11. Propos entendus lors de la réunion « Active Citizens for vaccination in Europe » du 7 novembre 2018 au Parlement européen et article https://www.euractiv.fr/section/sante-modes-de-vie/news/no-freedom-of-choice-in-vaccination-top-eu-health-official-insists/?_ga=2.246515404.954498004.1548750863-144882567.1505160487
12. <https://supreme.justia.com/cases/federal/us/197/11/> et https://childrenshealthdefense.org/news/vaccine-mandates-results-dont-safeguard-childrens-rights-or-health-how-did-we-get-here/?utm_source=mailchimp
13. <http://www.avocat-bergel.com/wp-content/uploads/2017/06/VACCINS-lettre-à-la-Ministre-exécution-2.pdf>
14. Depuydt Senta, « Autisme, vaccin et politique, tout sur un sale business », *NEXUS* n° 109 (mars-avril 2017).
15. Depuydt Senta, « Rougeole, faut-il craindre de nouvelles épidémies ? », *NEXUS* n° 117 (juillet-août 2018) ; Depuydt Senta, « Autisme, vaccin et politique, tout sur un sale business », *NEXUS* n° 109 (mars-avril 2017) ; Avez enregistré dans le documentaire Vaxxed : www.vaxxedthemovie.com/fr ; Déclaration officielle de William Thompson suite au documentaire : <https://www.rescuepost.com/files/william-thompson-statement-27-august-2014-3.pdf>
16. Ce dogme est pourtant contredit par la réalité épidémiologique : le vaccin n'offre qu'une protection temporaire, ne fonctionne pas dans 10 % des cas et n'agit que sur certaines souches, ce qui explique que la rougeole affecte aussi les personnes vaccinées. Malheureusement, même si des experts réputés tels que le professeur Didier Raoult ou l'épidémiologiste Bernard Guennebaud n'hésitent pas à la qualifier de « fantascience », cette notion fait passer la vaccination de masse pour un acte éthique et scientifique (cf. Depuydt Senta, « Rougeole, faut-il craindre de nouvelles épidémies ? », *NEXUS* n° 117, juillet-août 2018). Interview par Prévention Santé du professeur Didier Raoult : « Vaccins, Science et Vérité » : <https://www.youtube.com/watch?v=gssKVHpKbWk&t=773s>
17. <https://www.who.int/emergencies/ten-threats-to-global-health-in-2019>
18. <https://www.who.int/blueprint/priority-diseases/en/> ; https://www.sciencesetavenir.fr/sante/l-oms-estime-que-la-maladie-x-pourrait-etre-la-prochaine-menace-mondiale_121999?fbclid=IwAR1sWxRoVzwcS8rPtBTc_X5silwCijjEftM64qC07TtELKFFbAhUkFmKQ
19. <https://www.newsweek.com/world-health-organization-who-un-global-health-air-pollution-anti-vaxxers-1292493?fbclid=IwAR1zqzYCrlGE6KatvTeSwdCTQvn3AcfKp9KdQV1iDWPGoYatwDuDkcwBzg>
20. https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:JOC_2018_466_R_0001&from=EN ; <http://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-8679-2018-INIT/en/pdf>
21. <https://www.dnalc.org/view/10950-Eugenics-Record-Office-board-of-scientific-directors-and-functions.html>
22. <https://vaccruth.com/2010/08/18/rockefeller-vaccine-secret-revealed/> ; <http://ahrp.org/eugenics-the-california-connection-to-nazi-policies/> et <https://www.sfgate.com/opinion/article/Eugenics-and-the-Nazis-the-California-2549771.php>
23. Black E., « The horrifying American roots of Nazi Eugenics », *History News Network*, Columbian College of Arts and Science, G. Washington University, sept. 2003 : <http://historynewsnetwork.org/article/1796>
24. <https://www.legrandsoir.info/rockefeller-un-symbole-de-l-emprise-des-lobbies-sur-les-politiques-de-sante-publique.html> ; <http://theamericanchronicle.blogspot.com/2012/02/treason-of-standard-oil-exxon-during.html> ; http://www.gabyweber.com/dwld/artikel/eichmann/ingles/secret_pact_standard_oil.pdf
25. Weindling P. « Consent, Care and Commemoration: the Nuremberg Medical Trial and Its Legacies for Victims of Human Experiment », p. 29-33, dans *Silence, Scapegoats, Self-Reflection: the Shadow of Nazi Medical Crimes on Medicine and Bioethics*, Roekle V. V&R. Unipress, 2014 ; <http://www.operationpaperclip.info/kurt-blome.php>
26. <https://files.nc.gov/ncdoa/JSV/JS-brochure.pdf>
27. https://leginfo.ca.gov/faces/billTextClient.xhtml?bill_id=201702180SB1190
28. <https://www.dnalc.org/view/11219-T-Roosevelt-letter-to-C-Davenport-about-degenerates-reproducing-.html>
29. Tarplay W. et Chaitkin A., « The Bush family Ties to Eugenics and Race Hygiene », *Press for Conversion!*, issue 54, 2004 et « Race Hygiene: Three Bush Family Alliances » (chapitre 3), in *George Bush: The Unauthorized Biography*, 1991 : http://coat.ncf.ca/our_magazine/links/54/54_26-34.pdf
30. <https://www.hli.org/resources/exposing-the-global-population-control/> ; https://pdf.usaid.gov/pdf_docs/Pcaab500.pdf
31. <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC4366572/> ; <https://www.agoravox.fr/culture-loisirs/extraits-d-ouvrages/article/la-face-cachee-d-alldous-huxley-183372>
32. <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/1874951>
33. <https://royalsocietypublishing.org/doi/10.1098/rspb.1976.0103>
34. <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/8439385>
35. Gupta Satish Kumar, Shrestha Abhinav & Minhas Vidisha (2014), « Milestones in contraceptive vaccines development and hurdles in their application », *Human Vaccines & Immunotherapeutics*, 10:4, 911-925, DOI: 10.4161/hv.27202.
36. https://www.accessdata.fda.gov/drugsatfda_docs/label/2010/020246s036lbl.pdf
37. <https://fit.thequint.com/her-health/risks-in-contraception-and-pregnancies-in-india-2>
38. Oller J. W., Shaw C. A., Tomljenovic L., Karanja S. K., Ngare W., Clement F. M. and Pillette J. R. (2017), « HCG Found in WHO Tetanus Vaccine in Kenya Raises Concern in the Developing World », *Open Access Library Journal*, 4: e3937 : <https://doi.org/10.4236/oalib.1103937> ; <https://africa24.info/2018/03/21/un-ancien-premier-ministre-programme-cible-de-sterilisation-de-masse/>
39. https://www.ted.com/talks/bill_gates/transcript?language=fr
40. <https://www.americamagazine.org/politics-society/2017/11/27/margaret-sanger-was-eugenicist-why-are-we-still-celebrating-her>
41. <https://www.theverge.com/2014/7/7/5876837/the-gates-foundation-is-developing-a-remote-control-contraceptive>
42. <https://www.ageofautism.com/2016/07/gardasil-a-license-to-kill-what-has-changed-since-this-report-in-2010.html>
43. <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/26125978>
44. <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/8473002>
45. <http://www.sordalab.com/RESSOURCES/documents/FR/141644.pdf>
46. <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/29889622>
47. S. Berkley, « Immunization needs a technology boost », *Nature* 273, 16 novembre 2017, vol. 551.
48. <https://www.vaccinestoday.eu/stories/adult-vaccination-can-technology-help-improve-access-and-uptake/>
49. <https://tdtmjournal.biomedcentral.com/articles/10.1186/s40794-017-0046-0>

LA VÉRITÉ

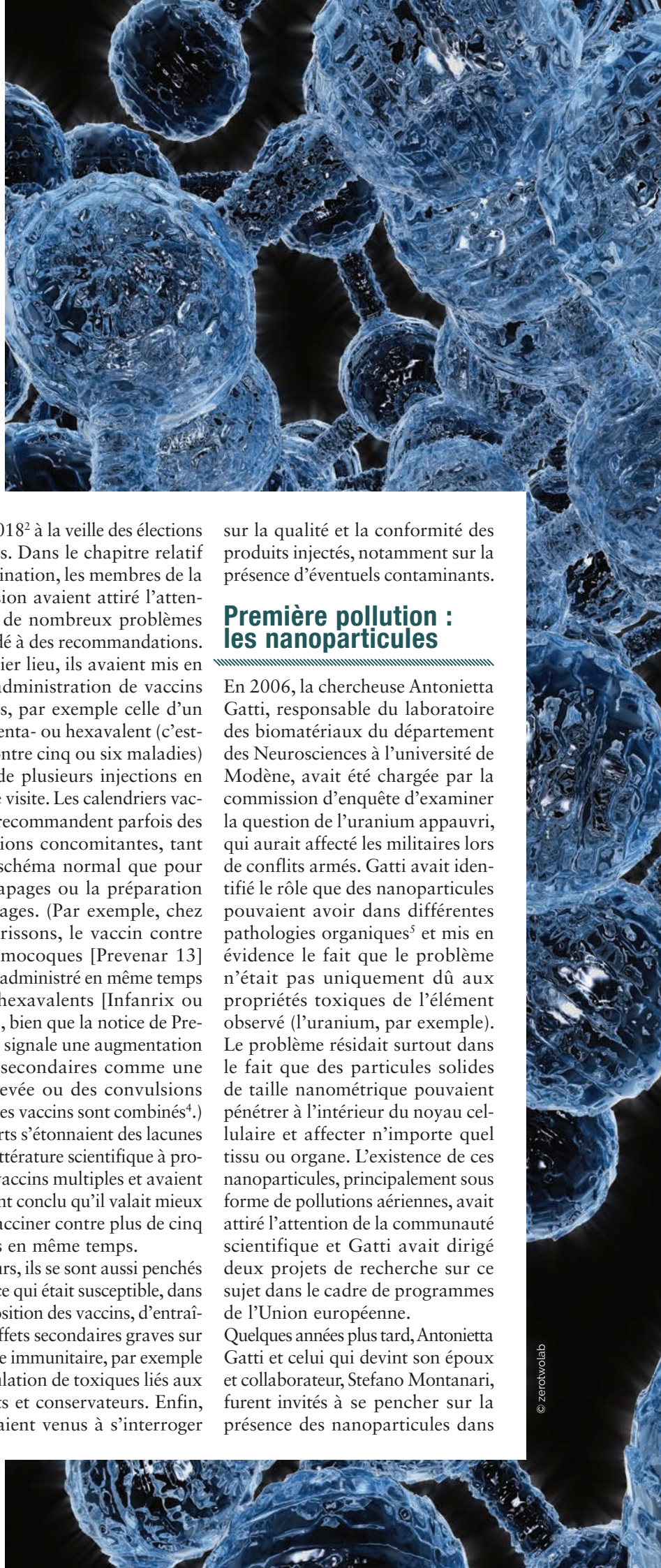
sur la qualité des vaccins

En Italie, le mouvement citoyen Corvelva s'est associé à des scientifiques pour analyser la qualité des vaccins en testant différents produits sur le marché. Ils souhaitent vérifier l'éventuelle présence de polluants et contaminants, mais les premiers résultats les ont tout simplement stupéfiés.

Par Senta Depuydt







C'est à la suite des travaux de la commission d'enquête parlementaire « Uranium » que le projet d'analyse des vaccins est né. Plusieurs chercheurs avaient en effet participé à cette commission, dont l'objectif était d'enquêter sur la raison d'un nombre élevé de décès et de maladies graves, principalement des cancers, survenus chez des militaires ayant été affectés à des missions à l'étranger.

Un chapitre embarrassant

Au départ, les recherches avaient surtout porté sur le rôle de l'uranium appauvri utilisé dans certaines armes de guerre. Mais, au cours de l'enquête, l'on s'était rapidement aperçu que de nombreux cas concernaient des militaires n'ayant pas quitté le sol italien ou n'ayant pas été impliqués dans des opérations sur le terrain. Ceux-ci avaient par contre été préparés à partir, notamment par l'injection rapprochée de nombreux vaccins ou rappels. Une enquête approfondie sur ces cas avait abouti à la rédaction d'un chapitre¹ sur la sécurité des vaccins administrés aux militaires dans le fameux rapport Uranium.

Des lacunes impensables

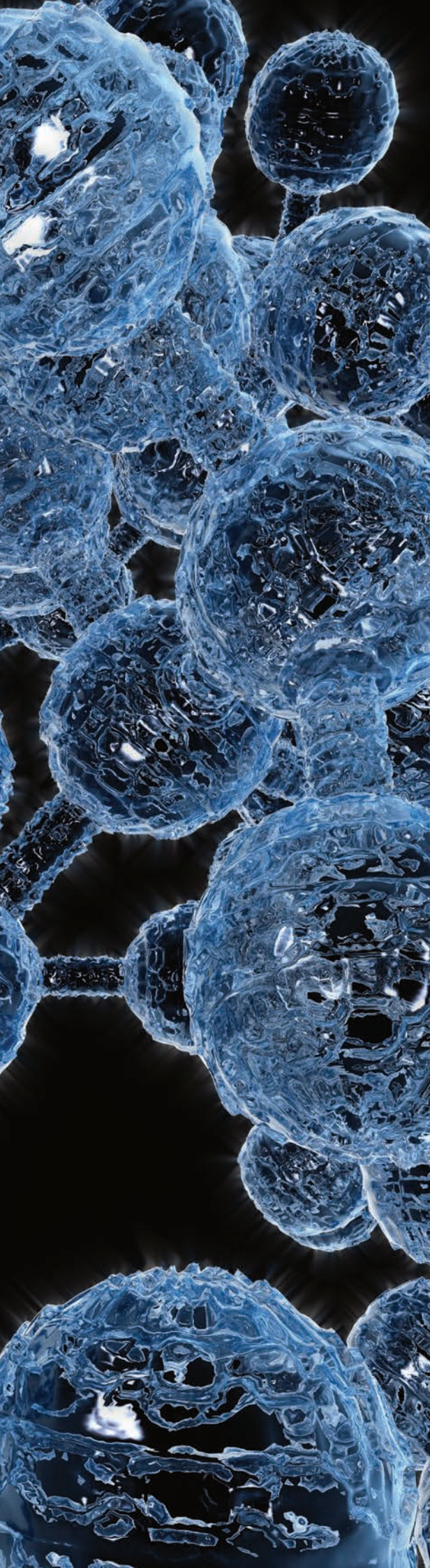
Publié après quatorze ans d'enquête, ce rapport accablant avait été remis au Parlement italien en

février 2018² à la veille des élections italiennes. Dans le chapitre relatif à la vaccination, les membres de la commission avaient attiré l'attention sur de nombreux problèmes et procédé à des recommandations. En premier lieu, ils avaient mis en cause l'administration de vaccins combinés, par exemple celle d'un vaccin penta- ou hexavalent (c'est-à-dire contre cinq ou six maladies) et celle de plusieurs injections en une seule visite. Les calendriers vaccinaux³ recommandent parfois des vaccinations concomitantes, tant dans le schéma normal que pour les rattrapages ou la préparation aux voyages. (Par exemple, chez les nourrissons, le vaccin contre les pneumocoques [Prevenar 13] doit être administré en même temps que les hexavalents [Infanrix ou Hexyon], bien que la notice de Prevenar 13 signale une augmentation d'effets secondaires comme une fièvre élevée ou des convulsions lorsque ces vaccins sont combinés⁴.) Les experts s'étonnaient des lacunes dans la littérature scientifique à propos des vaccins multiples et avaient finalement conclu qu'il valait mieux ne pas vacciner contre plus de cinq maladies en même temps. Par ailleurs, ils se sont aussi penchés sur tout ce qui était susceptible, dans la composition des vaccins, d'entraîner des effets secondaires graves sur le système immunitaire, par exemple l'accumulation de toxiques liés aux adjuvants et conservateurs. Enfin, ils en étaient venus à s'interroger

sur la qualité et la conformité des produits injectés, notamment sur la présence d'éventuels contaminants.

Première pollution : les nanoparticules

En 2006, la chercheuse Antonietta Gatti, responsable du laboratoire des biomatériaux du département des Neurosciences à l'université de Modène, avait été chargée par la commission d'enquête d'examiner la question de l'uranium appauvri, qui aurait affecté les militaires lors de conflits armés. Gatti avait identifié le rôle que des nanoparticules pouvaient avoir dans différentes pathologies organiques⁵ et mis en évidence le fait que le problème n'était pas uniquement dû aux propriétés toxiques de l'élément observé (l'uranium, par exemple). Le problème résidait surtout dans le fait que des particules solides de taille nanométrique pouvaient pénétrer à l'intérieur du noyau cellulaire et affecter n'importe quel tissu ou organe. L'existence de ces nanoparticules, principalement sous forme de pollutions aériennes, avait attiré l'attention de la communauté scientifique et Gatti avait dirigé deux projets de recherche sur ce sujet dans le cadre de programmes de l'Union européenne. Quelques années plus tard, Antonietta Gatti et celui qui devint son époux et collaborateur, Stefano Montanari, furent invités à se pencher sur la présence des nanoparticules dans



les vaccins⁶ à la demande de chercheurs allemands étudiant la formation de granulomes (mini-kystes) au point d'injection. À leur grand étonnement, la quasi-totalité des échantillons analysés était polluée par un nombre élevé de nanoparticules, alors qu'il s'agissait de produits fabriqués par les plus grands laboratoires pharmaceutiques. *In fine*, un seul vaccin fut considéré comme « propre ». Il s'agissait d'un vaccin pour chat, produit par un plus petit laboratoire !

Un rapport qui sème le trouble

La publication de ces résultats dans la revue *Vaccine* en janvier 2017 attira l'attention du public et marqua le début des ennuis pour les deux chercheurs. Diverses associations militant pour le libre choix à la vaccination, en Italie et à l'étranger, en firent un large écho et Gatti et Montanari furent invités à de nombreux débats sur la sécurité des vaccins. Cela leur valut des représailles immédiates sous forme de pressions, menaces anonymes et manœuvres de harcèlement. Autrefois respectés pour leur rigueur scientifique, Gatti et Montanari ont depuis lors été l'objet d'une intense campagne de discrédit, jusqu'à ne plus avoir accès au microscope électronique dont ils ont besoin pour effectuer leurs travaux.

Finalement, la question des nanoparticules fut reprise par la commission d'enquête dans le chapitre sur la sécurité des vaccins administrés aux militaires, en ajoutant un énième problème à ceux déjà soulevés. Ce chapitre fit l'objet de grandes tensions parmi les membres composant la commission et surtout au sein de leurs partis respectifs. Toutefois, malgré les tentatives de la ministre Lorenzin et de son parti pour

tenter de censurer l'information, le rapport fut rendu public dans son intégralité.

Contaminations biologiques multiples

C'est donc dans ce contexte que l'idée d'effectuer des contrôles complémentaires, indépendants, sur la qualité des vaccins s'est imposée à certains des membres ayant participé aux travaux de la commission. Vincenzo D'Anna, ancien parlementaire et président de l'Ordre national des biologistes, estimait que d'un point de vue éthique, comme scientifique, il fallait se demander si la recherche d'éventuels lots défectueux devait être entreprise ou si, au contraire, on pouvait l'exclure. Le partenariat avec l'association Corvelva, qui avait déjà participé à la diffusion du rapport de la commission Uranium, a finalement permis de lancer ce projet.

Plusieurs mois ont été nécessaires pour mettre en place le protocole et la méthodologie, récolter les fonds (plus de 50 000 euros), trouver les laboratoires agréés et finalement procéder aux analyses. Les premiers résultats ont bien confirmé l'utilité de la démarche. Dans le rapport remis aux autorités par Corvelva, sept lots de différents vaccins ont été soumis à un premier test, en commençant par des vaccins pédiatriques. Deux lots ont fourni des données concordant avec ce qui est attendu et annoncé dans les notices, mais cinq ne semblaient pas conformes et ont mené à une analyse plus approfondie de leur composition chimique et biologique (métagénomique⁷), révélant une série d'anomalies graves.

Une partie de la recherche s'est donc concentrée sur la présence dans les vaccins d'ADN et d'ARN d'origine humaine, animale ou microbienne en utilisant une

méthode de séquençage appelée Next Generation Sequencing, réputée pour être l'une des techniques les plus performantes sur le marché. En voici quelques résultats.

Le Gardasil

Dans le vaccin contre le virus à papillome humain Gardasil 9, l'on a retrouvé de l'ADN humain dont on suppose qu'il provient des tissus sur lesquels a été prélevé le virus, ainsi que de l'ADN de souris, dont on ignore évidemment l'origine. L'on a aussi identifié du matériel génétique provenant de virus adventices, en l'espèce un fragment L1 du papillomavirus, ce qui pourrait constituer un risque du fait que, n'étant pas complètement dégradé, il pourrait interagir avec l'ADN de la personne vaccinée. On a aussi repéré des gènes du virus du *molluscum contagiosum*, qui s'apparente à la famille de la variole, ainsi que du virus de la leucémie des souris, et du rétrovirus endogène humain K ou HERV-K. C'est sans doute ce dernier qui pourrait être le plus problématique, car il est associé à certains types de cancers⁸ (cancer des ovaires, de la prostate ou des testicules, cancer du sein, mélanome malin ou sarcome de Kaposi).

L'ennui, c'est que si ces fragments d'ADN et/ou de virus opérants pour ceux dont on a aussi retrouvé les séquences ARN entrent en interaction avec l'aluminium contenu dans le vaccin, il y a un risque d'inflammation, de réactions auto-immunes, voire de formation de tumeurs cancéreuses. Sachant que le vaccin Gardasil est suspecté d'accélérer le cancer du col de l'utérus plutôt que de le prévenir, ces constatations devraient conduire à la plus grande prudence et à la mise en œuvre immédiate de contrôles accrus et de nouvelles recherches⁹.

Hexyon

L'analyse du vaccin Hexyon, l'hexavalent contre la polio, la diphtérie, le tétanos, la coqueluche, l'hépatite B et l'*Haemophilus influenzae* B, fabriqué par Sanofi Pasteur, révèle aussi de graves contaminations. On y a décelé une importante quantité d'ADN bactérien, mais aussi la présence d'ADN et d'ARN du virus du singe cercopithèque, ce qui montre que ces virus survivent. Ils proviennent de la culture de cellules Vero issues de reins de singe¹⁰. Par le passé, un virus de singe, le SV40, a contaminé des millions de personnes par des vaccins polio et on le soupçonne d'avoir joué un rôle dans la propagation du sida et dans certains types de cancers¹¹. Bien que leur présence soit presque inévitable dans des cultures cellulaires, le principe de précaution exige évidemment de s'en débarrasser dans le produit final.

Priorix-Tetra

Enfin, un autre exemple de contamination inquiétant est fourni avec le vaccin Priorix-Tetra (produit par GSK), vaccin contre la rougeole, les oreillons, la rubéole et la varicelle. Les analyses ont montré qu'il contient une quantité d'ADN humain de près de 2 microgrammes, soit 140 fois plus que la norme maximale autorisée. Cet ADN de type MRC-5 correspond à une portion entière de génome des cellules fœtales utilisées pour la culture du virus vaccinal (en l'occurrence une ligne développée en 1966 à partir de tissu pulmonaire d'un fœtus avorté). Or, selon Corvelva, dans les documents fournis par l'Agence européenne des médicaments, les normes actuelles sur la quantité d'ADN fœtal autorisée dans un vaccin sont uniquement établies à partir

de calculs théoriques et non en fonction de critères expérimentaux. Par ailleurs, seules les préparations initiales sont testées et non les produits finis, si bien qu'en réalité, l'évaluation du véritable risque de mutation oncogène posé par la présence d'ADN humain dans un vaccin demeure assez floue et arbitraire.

Polluants chimiques

Corvelva a également fait réaliser des analyses sur les signaux ou traces chimiques contenus dans les vaccins. Les traces de dizaines de polluants ont été retrouvées dans la plupart des lots : herbicides dont glyphosate, pesticides, traces de médicaments et autres substances qui proviennent vraisemblablement de résidus issus d'autres lignes de production. Il y en avait en moyenne plus de 100 dans le Priorix-Tetra, plus de 200 dans l'Hexyon, plus de 300 dans le Gardasil.

Pour l'instant, seulement une partie a pu être identifiée. Il s'agirait par exemple de résidus de médicaments tels que l'amoxicilline (antibiotique), le tamsulosine (diurétique), le sildénafil (Viagra), le gabapentin (antiépileptique), ou l'atovaquone (anti-malaria), mais l'on pense aussi avoir trouvé des traces de morfamquat (un herbicide), de glyphosate (herbicide bien connu) ou de cyflumetophen (un antiacarien), pour n'en citer que quelques-uns.

Bien qu'il s'agisse d'infimes quantités, le fait que ces substances soient injectées et non ingérées ou respirées, et surtout le fait qu'elles le soient avec des adjuvants comme l'aluminium, dont l'objectif est de provoquer une réaction inflammatoire dans le corps, pourrait poser un risque, notamment pour les personnes qui consomment les médicaments détectés.





Antigènes absents !

Mais la véritable surprise de ces analyses, le choc auquel personne ne s'attendait, est l'absence d'antigènes dans plusieurs vaccins. Ce résultat est tellement surprenant que les échantillons concernés ont été testés à plusieurs reprises.

Les antigènes, généralement des protéines ou des polysaccharides, sont les substances du vaccin qui correspondent aux maladies (polio, rubéole, etc.) contre lesquelles le corps est censé s'immuniser en générant des anticorps.

Ainsi, dans le Gardasil 9, seuls sept antigènes, au lieu de neuf, ont pu être identifiés. Les types de papillomavirus 11 et 58 n'ont pas été détectés. Dans le vaccin Priorix-Tetra, c'est le virus de la rubéole qui fait défaut, c'est-à-dire que sa présence est infinitésimale par rapport à la quantité considérée

comme nécessaire pour induire une réaction immunitaire suffisante. Encore plus inquiétants sont les résultats du vaccin hexavalent Hexyon. On y a trouvé les protéines de la diphtérie, du tétanos et de la coqueluche, mais aucun des trois antigènes polio, ni celui de l'hépatite B ou de la méningite (*Haemophilus influenzae* B). Enfin, c'est le vaccin Infanrix hexa qui surprend le plus, puisque aucun antigène n'a pu être détecté, ni avec les instruments standard, ni avec le Next Generation Sequencing, qui est actuellement la méthode la plus sensible.

Macromolécule récalcitrante

Si l'on n'a pas retrouvé de trace des protéines antigènes dans le vaccin Infanrix hexa, on a en revanche découvert une macro-

molécule insoluble composée de protéines. Interrogé par le quotidien *Il Tempo* sur cette curieuse trouvaille, le biologiste Vincenzo D'Anna a précisé : « *Il est possible que ce soient les protéines antigènes qui auraient été modifiées sous l'action du formaldéhyde que l'on utilise comme conservateur. En tout cas, cette macromolécule ne réagit pas à la trypsine, alors qu'elle devrait se décomposer sous son action. Normalement, dans ce vaccin, l'on devrait retrouver quatre protéines distinctes et celles-ci devraient se désagréger lorsqu'on les soumet à un traitement à la trypsine, un enzyme qui permet normalement de "digérer" et décomposer les protéines. En clair, cela signifie qu'une autre substance est présente et exerce un effet agglomérant qui retient ces protéines. La question se pose de savoir dans quelle mesure ces*

protéines peuvent encore être identifiées. Ce n'est pas à nous d'expliquer ce phénomène, bien sûr, ni d'en extrapoler les conséquences, mais il est indispensable de le faire. Nous avons transmis cela aux agences italienne et européenne du médicament, notamment pour voir si elles ont une explication à fournir.»

Poursuivre les investigations

Il est difficile de spéculer sur cette macromolécule récalcitrante, mais il est en revanche évident que l'absence de deux antigènes dans le vaccin Gardasil, de trois autres dans le vaccin Hexyon et de celui de la rubéole dans le vaccin Priorix-Tetra est préoccupante. Comment les personnes qui ont reçu ces vaccins peuvent-elles être immunisées contre ces maladies ? Autant d'anomalies alors que les analyses de Corvelva n'ont porté que sur un nombre limité de lots et d'échantillons !

À ce stade, il est donc urgent de procéder à des contrôles sur un plus grand nombre de vaccins. Ce travail doit être réalisé par les autorités de santé et Corvelva se démène pour les forcer à réagir. L'association a interpellé l'AIFA (Agence italienne des médicaments), l'Institut supérieur de la santé et la ministre responsable Giulia Grillo. Après la fin de la première série d'analyses, les résultats ont été transmis au procureur général de la République et au service de tutelle de l'inspection sanitaire de la police nationale. L'Agence européenne des médicaments a également été avertie. En attendant, les analyses sont en cours de publication dans des revues scientifiques et ont été soumises à des chercheurs indépendants de plusieurs pays.

Communiquer

Le 24 janvier, l'association a également organisé une présentation officielle à la salle de presse de la Chambre des députés. En introduction, l'association a même projeté un extrait d'un cours sur la sécurité des vaccins enregistré à l'Institut Pasteur, dans lequel on soulignait l'importance et la difficulté d'éviter les contaminations lors de la production de vaccins et où l'on citait plusieurs incidents de ce type survenus dans l'histoire de la vaccination¹².

Le lendemain, les résultats ont aussi été discutés publiquement lors de la conférence « Vacciner en sécurité » organisée par l'Ordre national des biologistes agréés, en présence d'experts¹³ de réputation internationale qui ont attiré l'attention sur l'importance de poursuivre ces contrôles.

Déni

Mais la ministre de la Santé, que ses électeurs accusent de trahison, a pris ses distances avec l'événement, tout en refusant de faire des déclarations officielles. Dans une vidéo amateur, elle a néanmoins répondu à une mère de famille inquiète que « l'Agence du médicament [a] démonté tout le dossier point par point », ajoutant : « Vous n'imaginez tout de même pas que l'Agence mettrait en circulation des produits non testés. »

On attend donc les documents de l'agence, car pour l'instant celle-ci s'est contentée de ne répondre par écrit que sur un seul point spécifique, celui de la sécurité du vaccin Priorix-Tetra, pour lequel elle a renvoyé la responsabilité... à l'Allemagne, en vertu d'accords passés entre les différentes agences de santé européennes.

Une sénatrice du même parti (le

Mouvement Cinq étoiles) a en revanche eu le courage de relancer le débat¹⁴. Virginia La Mura a en effet adressé un courrier officiel au président de la commission à la santé et aux affaires sociales du Sénat pour rouvrir le dossier de la sécurité des vaccins, estimant qu'il est nécessaire d'entamer un véritable débat scientifique, en dehors des positions idéologiques. Elle a aussi attiré l'attention du Sénat sur la « Lettre ouverte de la part d'associations internationales à l'Organisation mondiale de la santé à propos de la sécurité des vaccins » signée par plus de 130 associations provenant de trois continents, dont une quinzaine en France¹⁵.



LA SAGA DES OBLIGATIONS VACCINALES EN ITALIE

En septembre 2014, au sortir de la réunion du Global Health Security Agenda à Washington, l'Italie et sa ministre de la Santé Beatrice Lorenzin ont été désignées pionnières dans la mise en œuvre du programme d'extension de la vaccination à l'échelle mondiale.

Fake news et gros sous

De retour au pays, la ministre a lancé les campagnes de « lutte contre la désinformation sur les réseaux sociaux » et de « la grande menace du retour de la rougeole ». L'année suivante, l'un des géants de l'industrie pharmaceutique mondiale, GlaxoSmithKline (GSK), a procédé à un investissement de plus d'un milliard d'euros en Italie¹.

Appel à la désobéissance civile

De nombreuses personnalités s'étaient insurgées contre cette loi, en particulier Ferdinando Imposimato, l'ancien président de la Cour suprême italienne. Ce dernier avait même incité la population à la désobéissance civile, estimant la loi contraire aux libertés garanties dans la Constitution². Surnommé le « juge antimafia » pour avoir dirigé l'opération « Mani pulite » (« mains propres ») contre la pègre dans les années 1980, il affirmait que la mafia s'était à nouveau emparée du gouvernement. À défaut de la mafia, il est vrai qu'avec Ranieri Guerra, un membre du conseil d'administration de la fondation GSK, comme chef de cabinet, il n'était pas exagéré de considérer que l'industrie s'était installée au poste de commande³.

Intraitable

Après avoir préparé le terrain, l'ancienne ministre Lorenzin avait introduit un projet de loi imposant une obligation pour 12 vaccins. En cas de rébellion, le projet de loi initial prévoyait des pénalités pouvant s'élever à 7 500 euros, un signalement au Tribunal de la jeunesse permettant un éventuel retrait de l'autorité parentale et un refus d'entrée à la crèche.

Il s'ensuivit une gigantesque vague de protestation dans tout le pays, avec des manifestations de milliers de personnes dans de nombreuses villes pendant plusieurs semaines. Bien que la presse n'en ait pas montré une seule image, les plus grands rassemblements avaient compté plus de 15 000 personnes au centre de Rome et près de 80 000 à Pesaro.

Obligation flexible

La Lombardie et la Vénétie, deux régions du Nord, s'opposèrent au projet en arguant de compétences régionales en matière de santé, mais le gouvernement refusa catégoriquement de lâcher du lest et la plainte introduite devant le Conseil d'État fut rejetée au motif que la sécurité de la nation prévalait sur le droit des individus (la stratégie de l'argument sécuritaire). La loi fut votée en juin 2017, imposant des obligations pour dix vaccins. Si les pénalités furent réduites à 500 euros, l'interdiction d'entrée en crèche ou en classe maternelle fut maintenue.

Les partisans du libre choix continuèrent de protester au point que les partis de l'opposition Cinq étoiles et La Ligue firent de l'abolition de cette loi un point fort de leur programme électoral. Après avoir remporté les élections de mars 2018, ces deux partis alliés dans une nouvelle majorité politique s'empressèrent d'annoncer qu'ils mettraient fin aux obligations et garantiraient le libre accès à l'école. Mais peu après, un changement de ton se fit sentir, et le libre choix se transforma en « obligations flexibles », reflet du débat qui divise l'Italie.

Situation chaotique

Le gouvernement actuel est pris en étau entre la volonté de ses électeurs et la pression des partis de l'opposition, soutenus par les médias et les institutions médicales nationales et internationales. L'Europe et les organisations internationales comme l'OMS tentent de faire fléchir les nouveaux leaders.

Le pays est plongé dans une situation chaotique et la population est divisée. Certains pro-vaccins interdisent l'accès à leurs commerces aux non-vaccinés, tandis que les non-vaccinés offrent des réductions à leurs partisans. Des milliers d'enfants ont été exclus des jardins d'enfants et de l'école maternelle, en dépit des promesses qui avaient été faites par le gouvernement de supprimer cette disposition. Les représentants du mouvement Cinq étoiles font actuellement volte-face, en particulier la ministre de la Santé Giulia Grillo. Le nouveau projet de loi⁴ prévoit même la possibilité d'étendre encore les obligations jusqu'à atteindre les taux de couverture vaccinale recommandés par l'OMS.

À l'heure actuelle, la situation reste chaotique et imprévisible, et les désaccords sont présents tant au sein des partis de la majorité que dans la population.

1. <http://www.sanita24.ilsole24ore.com/art/imprese-e-mercato/2016-04-13/vaccini-e-farmaci-glaxo-scommette-1-mld-italia-094838.php?uuid=ACzsSh6C>

2. <https://vaccinformato.wordpress.com/2017/08/13/giudice-imposimato-decreto-legge-vaccinazioni-vaccini/>

3. <http://notiziesenzafilto.altervista.org/denunciato-direttore-ministeriale-guerra-nel-cda-glaxo/>

4. <http://www.senato.it/service/PDF/PDFServer/DF/339498.pdf>

Médias félons

Lors de la conférence de presse au Parlement, la salle était comble et les journalistes semblaient médusés, mais manifestement la sécurité des vaccins est toujours un sujet tabou. Fidèles à la voix de leurs maîtres, les grands médias ont donc mis en scène la « polémique » et « l'indignation » à propos de « la rencontre no-vax qui s'était tenue à la chambre des députés ». La Rai, chaîne de télévision publique, est même allée jusqu'à diffuser un lamentable sketch dans lequel un prétendu comique s'est écrié : « *Vous vous rendez compte, tous les no-vax étaient réunis dans la même pièce. On a raté l'occasion de fermer la porte et de les gazer tous en un seul coup*¹⁶ » !

Pour la énième fois, donc, on a assisté à une chasse au no-vax et le véritable enjeu de l'événement a de nouveau été complètement occulté. Seuls les réseaux sociaux ont rapporté les faits¹⁷... mais récemment YouTube et Facebook ont promis de prendre des mesures pour censurer les « anti-vaccins »¹⁸.

Départs précipités

À l'évidence, l'initiative de Corvelva est un véritable obélisque dans la mare et plonge les autorités de santé dans un fameux embarras. Difficile de savoir si les analyses de Corvelva, dont les premiers résultats ont été communiqués dès le mois d'août, ont pu hâter quelques départs, mais il est bien possible que des dirigeants des agences de santé aient choisi de s'écarter avant d'être confrontés à leurs responsabilités.

Fin août, Stefano Vella, le président de l'AIFA, l'agence italienne des médicaments, a donné sa démission « *en raison de son*

désaccord avec le gouvernement pour sa politique envers les immigrants dans l'affaire du navire Aquarius », refoulé par les autorités italiennes. Difficile de savoir s'il ne s'agit que d'un hasard du calendrier. Par ailleurs, le directeur général de la même agence, Mario Melazzini, n'a pas été renouvelé dans ses fonctions par la ministre, sans que des motifs précis aient été communiqués.

Début décembre, la ministre a sabré dans sa propre administration et limogé une trentaine de membres du Conseil supérieur de la santé, organe le plus élevé de son ministère, mais dont les membres avaient été nommés par ses prédécesseurs. Mi-décembre, c'est Walter Ricciardi, directeur de l'Institut supérieur de la santé, et accessoirement un des 34 membres du comité directeur de l'OMS, qui a quitté son poste¹⁹, estimant « *qu'il n'était pas en accord avec les positions anti-scientifiques de certains membres du gouvernement, en particulier sur la politique des vaccins, et qu'il avait donc mieux à faire* ».

Se pourrait-il que la demande d'ouverture d'une commission d'enquête ministérielle à son encontre pour « *évaluation et omission de déclaration de conflits d'intérêts* », introduite la semaine précédant cette annonce, y soit pour quelque chose²⁰ ? Le collectif Vaccino Veritas avait en tout cas compilé un dossier impressionnant sur ses liens d'intérêts directs avec l'industrie du médicament (consultance et lobby institutionnel rémunéré). Il avait notamment pu le réaliser grâce aux données enregistrées sur le site de la Commission européenne, puisque Ricciardi est aussi membre de nombreuses commissions sur la santé en Europe. Voilà en tout cas un départ qui ressemble à une fuite...

Responsabilités

Depuis des années, les autorités de santé répètent inlassablement que les vaccins sont rigoureusement contrôlés, alors que les critiques se multiplient quant au manque de transparence sur tout ce qui concerne la vaccination. Il faut rappeler qu'avant la mise sur le marché, contrairement aux médicaments, les vaccins ne sont pas testés plus de quelques jours, ne sont pas non plus testés pour leur impact sur la fertilité ou pour d'éventuels effets oncogènes ou mutagènes, et que la sécurité des adjuvants est mise en doute sans que de véritables réponses soient apportées. Une fois en circulation, ils sont censés être contrôlés par un réseau de laboratoires agréés, mais qu'en est-il réellement ?

Les conflits d'intérêts minent toutes les institutions sanitaires, et même la résolution du Parlement européen sur « les réticences à la vaccination » insiste sur la nécessité d'introduire une plus grande transparence dans les politiques de santé européennes, tant l'influence des lobbies est énorme. La question se pose : peut-on vraiment faire confiance aux autorités de santé ?

Les manquements révélés par les analyses de Corvelva doivent être approfondis, quelles qu'en soient les conséquences. Si l'on découvrait que de nombreuses personnes ont été vaccinées avec des produits défectueux, voire dangereux ou même inutiles lorsqu'ils ne contiennent pas d'antigènes, il s'agirait tout simplement d'un des plus grands scandales sanitaires de l'histoire.

Senta Depuydt

Notes

1. Chapter 5, Effects of the Methods of Military Personnel Vaccination, Final Report of IV Parliamentary Commission, février 2018, <https://www.dropbox.com/sh/ybwfqth0xyps25o/AADf3lcBTy94iZTSaRgMY-hla?dl=0&preview=Final+Report+of+IV+Parliamentary+Commission.pdf>
2. http://documenti.camera.it/_dati/leg17/lavori/documentiparlamentari/IndiceTesti/022bis/023/INTERO.pdf ; <https://www.ilfattoquotidiano.it/2018/02/16/commissione-inchiesta-sulluranio-il-caso-dei-vaccini-ai-militari-manca-analisi-pre-vaccinale-e-le-linee-guida-sono-disattese/4162547/>
3. https://www.mesvaccins.net/textes/calendrier_vaccinations_2018_MVN_v02.pdf
4. <https://www.mesvaccins.net/web/vaccines/123-prevenar-13>
5. <https://www.peacelink.it/editoriale/a/15248.html>
6. <https://medcraveonline.com/IJVV/IJVV-04-00072.pdf> ; Gatti A., Montanari S., Rader S., *Vaccins, oui ou non ?*, Talma Studios, sept. 2017.
7. La métagénomique est une méthode d'étude du contenu génétique d'échantillons issus d'environnements complexes (par ex. : intestin, océan, sol, air, etc.) prélevés dans la nature (par opposition à des échantillons cultivés en laboratoire). (Wikipédia)
8. https://digitalcommons.library.tmc.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1293&context=utgsbs_dissertations
9. <https://www.agoravox.fr/tribune-libre/article/effet-paradoxal-du-gardasil-206898>
10. Les cellules Vero sont une lignée cellulaire utilisée pour les cultures cellulaires. La lignée Vero fut isolée à partir de cellules épithéliales de rein extraites d'un singe vert africain. La lignée a été développée le 27 mars 1962, par Yasumura et Kawakita à l'université de Chiba, au Japon. (Wikipédia)
11. Saluzzo Jean-François, <https://youtu.be/X331v5fE7Ec>
12. *Idem*.
13. Tarro Giulio, Puliyel Jacob, Deischer Theresa, Mawson Anthony et Crepeaux Guillemette.
14. http://www.quotidianosanita.it/governo-e-parlamento/articolo.php?articolo_id=70539
15. <https://www.efv.eu/wp-content/uploads/2018/09/LETTRE-OUVERTE-INTERNATIONALE-A-LOMS-1.pdf>
16. <https://m.facebook.com/199242120614370/posts/464050144133565/>
17. <https://www.youtube.com/watch?v=Ov5sDoJ7vE&feature=youtu.be>
18. https://www.theguardian.com/media/2019/feb/01/facebook-youtube-anti-vaccination-misinformation-social-media?CMP=share_btn_fb&fbclid=IwAR1vnmwF_YUmZHWVlSkulxKwenJl109GN4yYIOErb4jug4WfeiD5VIMG649Y
19. https://www.repubblica.it/cronaca/2018/12/19/news/sanita_-214615316/ ; <https://www.ilfattoquotidiano.it/2019/01/02/walter-ricciardi-le-dimissioni-dall'iss-da-governo-posizioni-antiscientifiche/4869877/>
20. <http://www.informasalus.it/t/articoli/ricciardi-richiesta-commissione-inchiesta.php>

Pour aller plus loin

Rapports, vidéos et articles sur : www.corvelva.it